

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 18 juin 2026

L'investissement privé a chuté de 3,5 % au T1 2026 par rapport au T4 2025, enregistrant sa pire performance pour un début d'année depuis 2009 (hors 2020).

D'après les chiffres de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), il s'agit du sixième recul trimestriel consécutif.

LE CHIFFRE A RETENIR

-3,5 %

Croissance de
l'investissement privé au T1
2026 en g.t.

La contraction trimestrielle de 3,5 % de l'investissement privé n'a pas pu être compensée par la hausse de 7,9 % de l'investissement public, qui représente moins de 15 % de la formation brute de capitale fixe totale. Au total, l'investissement a enregistré une contraction trimestrielle nette de 3 % au T1 2026.

Rapportée au PIB mexicain, la formation brute de capital fixe s'est établie à 21,2 % au premier trimestre de l'année, soit un niveau nettement inférieur aux 23 % enregistrés au T4 2025 et aux objectifs du Plan México (25 % du PIB en 2026).

Le recul de l'investissement privé contraste avec le dynamisme de l'investissement direct étranger (+10,4 % au T1 2026), mais il convient de rappeler que les IDE n'ont représenté que 5,5 % de la valeur total de l'investissement fixe brut réalisée au cours de la période.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La croissance de l'activité industrielle surprend à la hausse en avril, progressant de 1,8 % en variation annuelle. L'activité industrielle au Mexique a enregistré en avril sa meilleure performance depuis près de deux ans et demi, après une contraction de 1,4 % g.a. enregistrée en mars, d'après les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). En variation mensuelle, l'activité a augmenté de 2,1 % en avril, son avancée la plus importante depuis 5 ans. Le principal moteur de cette progression a été le secteur de la construction, passant d'une contraction annuelle de 4,4 % en mars à une croissance de 10,2 % en avril, enregistrant ainsi sa plus forte expansion depuis avril 2024. Le secteur de la construction bénéficierait actuellement du soutien des projets d'infrastructure publique, des travaux liés au développement urbain ainsi que de certains segments du bâtiment privé, en lien avec la préparation de la Coupe du monde de football qui a débuté le 11 juin au Mexique. En revanche, les industries manufacturières ont continué de montrer des signes de faiblesse, avec une baisse annuelle de 0,3 % en avril, cumulant ainsi dix mois consécutifs en territoire négatif. Malgré le dynamisme enregistré en avril, l'activité industrielle a enregistré une contraction cumulée de 0,2 % au cours des quatre premiers mois de 2026. Cette bonne performance du secteur secondaire a contribué à améliorer les perspectives économiques pour le deuxième trimestre de l'année mais l'activité industrielle à court terme devrait rester fragile, en lien avec les incertitudes extérieures et internes. L'évolution de l'investissement fixe brut, qui reste la composante la plus fragile de l'activité économique mexicaine et reflète la baisse de confiance des entreprises, continuera d'être déterminante pour les performances industrielles du pays dans les prochains mois.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) estime que la Coupe du Monde de football aura un effet limité sur le PIB mexicain. Le directeur de la recherche économique de Banxico, Aldo Heffner Rodríguez, estime que la Coupe du monde 2026 devrait engendrer des perspectives positives, mais que son impact sur le PIB mexicain restera limité, compte tenu notamment de la taille de l'économie mexicaine. Les retombées économiques devraient en outre varier selon les régions et les secteurs. Aldo Heffner Rodríguez a précisé que l'impact se concentrerait principalement dans les villes hôtes, à savoir Mexico, Monterrey et Guadalajara, et que la majorité des bénéfices se matérialiserait en amont et pendant le déroulement de la compétition. Certains secteurs, en particulier le tourisme, pourraient également bénéficier d'effets positifs après la fin du tournoi, si les visiteurs prolongent leur séjour vers les

destinations balnéaires du pays. Des enquêtes auprès du secteur privé ont mis en avant les progrès réalisés dans les projets d'infrastructures urbaines ainsi que dans les travaux directement liés à l'organisation de la Coupe du monde. La construction publique a enregistré un important dynamisme, soutenu par l'augmentation des transferts fédéraux au cours du premier trimestre 2026 par rapport à la fin de l'année précédente. Parmi les avancées les plus importantes figurent par exemple les travaux d'extension des lignes 4 et 6 du métro de Monterrey. Une hausse de la demande en équipements électroniques, matériaux de construction destinés à la rénovation des commerces et des établissements d'hébergement, dans la perspective d'accueillir davantage de touristes nationaux et étrangers, aurait en outre été enregistrée dans les villes hôtes. L'investissement dans les biens immobiliers destinés à la location de courte durée a été particulièrement dynamique dans la zone métropolitaine de Guadalajara en prévision de l'afflux de visiteurs attendu pour le Mondial.

Sectoriel

Hyundai étudie la possibilité d'une nouvelle implantation industrielle au Mexique.

Cet investissement demeure subordonné à la clarification de deux paramètres : les modalités de révision du T-MEC et l'aboutissement des discussions relatives à un accord de libre-échange entre le Mexique et la Corée du Sud. Le projet envisagé, dont le montant pourrait excéder 2 Md USD, permettrait d'accroître les capacités de production du constructeur de 250 000 à 300 000 véhicules par an, tout en générant des retombées significatives en matière d'activité et d'emploi, tant durant la phase de construction qu'à travers l'exploitation future du site. Hyundai figure parmi les dix premiers constructeurs du pays, avec une part de marché de 3,4 %, tandis que ses ventes ont progressé de 2,5 % sur un an. La marque bénéficie par ailleurs d'une forte reconnaissance auprès des consommateurs mexicains, plus de 90 % des acquéreurs déclarant être disposés à la recommander. La relocalisation d'une partie de la production au Mexique permettrait au groupe de renforcer sa compétitivité régionale, notamment en optimisant son exposition aux barrières tarifaires et aux contraintes commerciales affectant les chaînes d'approvisionnement nord-américaines.

Une semaine après le lancement de la Coupe du monde 2026, les retombées économiques attendues du surcroît de fréquentation touristique au Mexique demeurent en deçà des anticipations initiales. Selon l'organisation patronale Coparmex, le taux d'occupation hôtelier demeure inférieur à 65 %, contre 80 % à 100 % attendus. Cet écart reflète les effets conjugués d'un contexte sécuritaire

dégradé, de tensions persistantes avec Washington et d'une inflation exceptionnelle des tarifs d'hébergement, atteignant localement 900 % dans la capitale. Les contraintes de mobilité continuent par ailleurs de peser sur l'attractivité de la destination. La Ville de Mexico demeure confrontée à un niveau élevé de congestion urbaine (75,9 %), portant à plus de 34 minutes le temps de parcours moyen pour 10 kilomètres aux heures de pointe. Les aménagements réalisés en vue de la compétition ont en outre alimenté les critiques des acteurs économiques locaux, confrontés à des restrictions d'accès, à diverses nuisances et, in fine, à une contraction de leur activité. Alors que la Coupe du monde devait hisser le Mexique au cinquième rang mondial des destinations touristiques, plusieurs acteurs du secteur évoquent le risque d'un déclassement jusqu'à la neuvième place.

Finances publiques

Alors que les prix internationaux du pétrole ont clôturé vendredi 12 juin à leur niveau le plus bas depuis le début du mois de mars, le gouvernement a réduit le soutien fiscal accordé au diesel mais l'a augmenté pour l'essence ordinaire. L'essence premium a été maintenue sans aucun soutien fiscal, de sorte que les automobilistes devront payer, pour la deuxième semaine consécutive, la charge fiscale maximale sur chaque litre de ce carburant. Entre le samedi 13 juin et le vendredi 19 juin, les automobilistes ont donc payé les montants suivants de l'Impôt spécial sur la production et les services (IEPS) : 5,68 MXN par litre pour l'essence ordinaire (soit 85 % du taux complet) ; 5,66 MXN par litre pour l'essence premium (soit 100 % du taux complet) ; 4,48 MXN par litre (61 % du taux complet). Les prix internationaux du pétrole ont clôturé vendredi 12 juin à leur niveau le plus bas depuis le début du mois de mars, car le marché se montre de plus en plus optimiste quant à la possibilité d'un accord de paix entre les États-Unis et l'Iran. Le pétrole américain WTI a clôturé vendredi dernier à 84,88 USD le baril, soit une baisse de 3,23 % sur la séance. Le prix moyen national du diesel au Mexique a diminué de 7 centimes au cours de la semaine dernière, atteignant 27,15 MXN par litre, tandis que les prix de l'essence est resté stable (à 23,68 MXN par litre pour l'essence ordinaire et 28,47 MXN par litre pour l'essence premium). Pour rappel, dans un contexte de forte volatilité des prix du pétrole liée à la guerre en Iran, le gouvernement fédéral modifie chaque semaine depuis mars le niveau des aides fiscales accordées aux carburants, qui visent à amortir l'impact des fortes hausses des prix internationaux du pétrole sur les prix de l'essence et du diesel au Mexique.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	18/06/2026
Bourse (IPC)	4,43%	20,86%	68 304,73 points
Change MXN/USD	-0,23%	-8,73%	17,35
Change MXN/EUR	-0,85%	-8,66%	19,93
Prix du baril mexicain	-14,76%	5,49%	73,74

Amérique centrale

Belize

La compagnie nationale d'électricité Belize Electricity Limited (BEL) a obtenu une subvention de 40 M USD de la Millennium Challenge Corporation (MCC) pour renforcer l'approvisionnement électrique de San Pedro Ambergris Caye, principal pôle touristique du Belize. Ce financement contribuera à la construction d'un nouveau câble sous-marin destiné à répondre à la forte croissance de la demande en électricité sur l'île. Le projet représente un investissement total de plus de 120 M BZD (environ 60 M USD). Selon la BEL, les infrastructures actuelles approchent de leur capacité maximale, ce qui a déjà nécessité l'installation de turbines à gaz pour éviter des coupures de courant.

Costa Rica

L'activité des entreprises opérant sous le régime spécial costaricien pourrait enregistrer une croissance plus modérée en 2026 (+3,7 % en g.a. en avril 2026), après la croissance exceptionnelle de 2025 (+16 % en avril 2025). Selon l'Indice mensuel d'activité économique (IMAE) de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), ce ralentissement s'expliquerait notamment par l'essoufflement du secteur stratégique des dispositifs médicaux, dont la croissance est passée de 35,1 % en avril 2025 à 5,6 % en avril 2026. Le secteur métallurgique serait également touché. Principal moteur de la croissance ces dernières années, le régime spécial pourrait ainsi céder le relais au régime définitif (entreprises tournées vers le marché local) qui aurait contribué à 80,4 % de la croissance totale de l'IMAE en avril 2026, contre 45,8 % en avril 2025.

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a de nouveau repoussé le retour de l'inflation dans sa fourchette cible (3 % ± 1), désormais attendu au premier trimestre 2027. Les projections d'avril dernier anticipaient un retour dans la fourchette cible dès le quatrième trimestre 2026. La BCCR estime que les perspectives d'évolution de l'inflation restent difficiles à anticiper. Des risques d'inflations à la hausse, comme les tensions géopolitiques ainsi que l'arrivée d'un phénomène intense de El Nino, et à la baisse, comme la chute de la croissance économique mondiale et la lenteur de la transmission des décisions de politique monétaire de la BCCR à l'économie réelle, compliquent les estimations. Pour rappel, l'inflation s'est établie à -0,97 % en g.a. en mai 2026, totalisant 37 mois consécutifs hors de la fourchette cible.

El Salvador

Le financement du logement social par la tokenisation d'actifs numériques gagne en visibilité au Salvador, où plusieurs spécialistes du secteur estiment que ce mécanisme pourrait contribuer à réduire un déficit de plus de 400 000 logements. Lors d'un forum consacré au sujet, José Luis Barreto, cofondateur de Real Token, a défendu cette solution comme un moyen de mobiliser davantage de capitaux privés vers un segment peu financé par les banques traditionnelles. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de la loi sur les actifs numériques adoptée en 2023, qui autorise de nouveaux modes de financement fondés sur la blockchain.

Guatemala

Le Congrès guatémaltèque devrait examiner en juillet le projet de loi visant à réorganiser le système portuaire national et à créer une Autorité portuaire nationale autonome. Le gouvernement estime que la congestion des ports entraîne des pertes économiques importantes et freine la compétitivité du pays. La réforme vise notamment à moderniser la gouvernance portuaire, faciliter les investissements privés et améliorer les infrastructures, alors que les principaux ports du pays fonctionnent encore avec des équipements vieillissants et peinent à accueillir les plus grands navires de commerce internationaux.

Honduras

L'Union européenne et le Honduras ont signé un accord de financement de 6,9 M USD visant à promouvoir les investissements durables entre entreprises honduriennes et européennes. D'une durée de cinq ans, le programme soutiendra notamment la transformation numérique, l'innovation, la diversification productive et la formation professionnelle, avec une attention particulière portée à l'emploi des femmes et des jeunes. Selon les autorités honduriennes et européennes, l'initiative vise également à améliorer le climat des affaires, renforcer la sécurité juridique et favoriser les transferts de compétences afin d'accroître l'attractivité du pays pour les investisseurs européens.

Nicaragua

Les réserves internationales brutes du Nicaragua ont atteint un nouveau record historique de 9,8 Md USD fin mai 2026, en hausse de 115 M USD sur un mois selon la Banque centrale (BCN). Elles représentent désormais 4,6 fois la base monétaire, un niveau qui conforte la position extérieure du pays. Selon la BCN, cette progression s'explique notamment par les achats nets de devises de la Banque centrale, les entrées de financements extérieurs au secteur public et les revenus générés par le placement des réserves. Le gouvernement met également en avant la contribution des secteurs exportateurs, notamment l'agriculture, la mine et le tourisme.

Panama

La Banque mondiale maintient sa prévision de croissance du Panama à 3,9 % en 2026. Le pays pourrait ainsi enregistrer la troisième croissance la plus importante d'Amérique latine et des Caraïbes, derrière le Guyana (15,4 %) et le Paraguay (4,4 %). La région d'Amérique centrale en général, importatrice nette d'énergie et d'hydrocarbures, aurait été particulièrement affectée par la hausse des coûts

d'importation liée aux tensions au Moyen-Orient. Cependant, ces effets auraient été atténués par les flux d'envois de fonds des migrants et la stabilité de la demande interne. La fermeture du détroit d'Ormuz aurait généré une activité plus dynamique du Canal de Panama, de bon augure pour l'économie panaméenne.

Face à la hausse du trafic portuaire, l'Autorité nationale des douanes (ANA) a lancé une étude destinée à identifier les besoins en scanners supplémentaires dans les principaux ports du pays. Actuellement, ce sont quatorze scanners qui sont répartis entre ports, aéroports, postes-frontières et zones logistiques, mais un seul équipement par grand port à conteneurs. Ces scanners assurent déjà 80 % des contrôles de cargaisons et ont contribué à la saisie de marchandises d'une valeur de 14,8 M USD ainsi que de 6 417 paquets de substances illicites entre juillet 2025 et mai 2026. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte de hausse du trafic portuaire (+3,6 % en 2025, à 9,9 millions de TEU) et de renforcement de la lutte contre le narcotrafic.

Caraïbes

Barbade

La Barbade a lancé son système national de paiements instantanés, BiMPay. Cette solution constitue une étape clé de la stratégie de digitalisation du pays. Développée sous l'égide de la Banque centrale de la Barbade (CBB), la plateforme regroupe déjà six banques commerciales, trois coopératives de crédit, et la Bourse de la Barbade. Selon la CBB, BiMPay devrait contribuer au développement de l'écosystème fintech local.

Cuba

Le tourisme enregistre une chute sans précédent. Cuba a accueilli 359 491 touristes internationaux au cours des cinq premiers mois de l'année, soit une baisse de 58,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Tous les principaux pays d'origine affichent des reculs importants. Le Canada a représenté 126 239 visiteurs entre janvier et mai, suivi des États-Unis avec 25 572 touristes et de la Russie avec 21 136. Ces marchés enregistrent des baisses respectives de 67,4 %, 55,3 % et 62,5 % sur un an. Les visites de la diaspora cubaine ont également diminué de 39 % sur les

cinq premiers mois de l'année, pour atteindre 60 874 personnes. Ainsi, le taux d'occupation hôtelière au premier trimestre 2026 s'est effondré à 12,9 %, soit un peu plus de la moitié du niveau, déjà faible, de 23,7 % enregistré sur la même période l'année dernière. En 2025, Cuba a enregistré un peu plus de 1,8 million de visiteurs étrangers, loin de l'objectif gouvernemental de 2,6 millions. Les tendances observées depuis le début de l'année laissent ainsi présager que les résultats de l'année en cours devraient être encore inférieurs à ceux de 2025.

Hàïti

Le Secrétaire général des Nations Unies, en visite en Haïti, a appelé la communauté internationale et les entreprises étrangères à intensifier leur soutien au pays. C'est avant tout un message d'espoir qu'a souhaité faire passer António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies, qui a déclaré : « *Pour la première fois depuis des années, on entrevoit le bout du tunnel.* ». Il a identifié trois points centraux sur lesquels l'aide des partenaires internationaux d'Haïti seraient les bienvenus : le renforcement de l'appui sécuritaire, le soutien à la transition politique et au relèvement du pays et le financement de l'aide humanitaire. Dans cette perspective de relance économique, plusieurs événements sont organisés dans les prochaines semaines pour encourager les entreprises françaises et européennes à contribuer au développement du pays. Le premier est le Forum économique Outre-mer français de la Caraïbe – Haïti, qui se tiendra au Palais du Luxembourg du 22 au 26 juin, et le second est le Forum national des investissements organisé à Pétion-Ville le 29 juin par la Délégation de l'Union européenne en Haïti et la Chambre franco-haïtienne de commerce et d'industrie.

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain a déposé un plan fiscal ambitieux pour faire face à la crise des finances publiques. Il s'agit d'un « plan anti-crise » destiné à récolter 40 à 50 Md DOP (soit 680 M USD à 850 M USD) de recettes supplémentaires, ce qui correspondrait au total du montant projeté des subventions aux hydrocarbures en 2026. Le gouvernement est très soucieux de ne pas présenter ce plan comme une réforme fiscale. Le ministre des Finances, Magín Díaz, a déclaré que 90 % de ces recettes supplémentaires viendront des 1 % les plus aisés, illustrant ainsi le caractère progressif de la réforme. En effet, l'ITBIS (la TVA locale) ne ferait l'objet d'aucune augmentation, contrairement à l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 27 % à 30 % pendant trois ans pour les sociétés déclarant plus d'1 Md DOP (17,1 M USD) de revenus annuels, et l'impôt sur le revenu, qui passerait de 25 % à 27 % pour les salaires mensuels supérieurs à 400 000 DOP (6832 USD). Par ailleurs, sont prévues des hausses des taxes sur les virements électroniques, les billets d'avion et les jeux

d'argent. La réforme prévoit également des mesures de lutte contre l'évasion fiscale en encourageant notamment les entreprises à se formaliser. Des mesures « pro-croissance » sont également mises en valeur dans le texte de loi pour favoriser les investissements privés et aider les TPE-PME.

Après l'échec de la réforme fiscale présentée en 2024, ce nouveau projet semble parvenir à rassembler au-delà de la majorité présidentielle et pourrait être rapidement adopté. Depuis des années, économistes et politiques s'accordent à dire qu'une réforme fiscale est nécessaire pour endiguer une détérioration des finances de l'Etat qui rendrait impossibles les investissements nécessaires dans les infrastructures, la santé et l'éducation. Pourtant, la débâcle du projet de réforme fiscale de 2024, rejeté massivement par la population et le secteur privé, a freiné la possibilité d'une nouvelle réforme. S'appuyant sur la situation internationale et ses conséquences sur les finances publiques, le gouvernement est parvenu à déposer un nouveau projet de réforme fiscale qu'il a préféré baptiser « plan anti-crise ». Cette fois, les critiques de l'opinion publique, du secteur privé et des partis politiques se sont voulues plus mesurées face à une réforme jugée équilibrée. Ceci étant, l'opposition dénonce l'augmentation d'impôts prévue dans la réforme et le processus accéléré d'adoption du projet de loi. Certains économistes dénoncent également un projet de loi favorisant les revenus de la rente et les grandes fortunes à travers la baisse de 25 % à 3 % du taux d'impôt sur l'héritage et de 25 % à 10 % du taux d'impôt sur le bénéfice lié à la vente de biens immobiliers.

Trinidad-et-Tobago

L'agence de notation Moody's Rating a révisé à la hausse la perspective de la note souveraine de Trinidad-et-Tobago, de négative à stable, et maintient sa notation à Ba2. Le ministre des Finances a annoncé que cette dernière révélait la confiance retrouvée pour le pays au sein de la communauté internationale. Pour rappel, en décembre 2025, la perspective avait été révisée de stable à négative, en raison de la diminution drastique des réserves de change et de l'inquiétude de l'agence de notation concernant la capacité du pays à honorer ces futures obligations en matière de dette extérieure à court terme. Cependant, les réserves combinées de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ont été estimées à 32 % du PIB, actant de la reconstitution des réserves du pays. Le profil d'échéance de la dette du pays a également été amélioré par l'émission d'obligations internationales en janvier 2026, permettant le remboursement partiel de l'emprunt de 1 Md USD arrivant à échéance en août 2026. L'agence a également relevé que le ratio des intérêts sur les recettes reste inférieur à 14 %. A moyen terme, des perspectives favorables concernant la production d'hydrocarbures laisse entrevoir un impact positif sur la croissance économique.

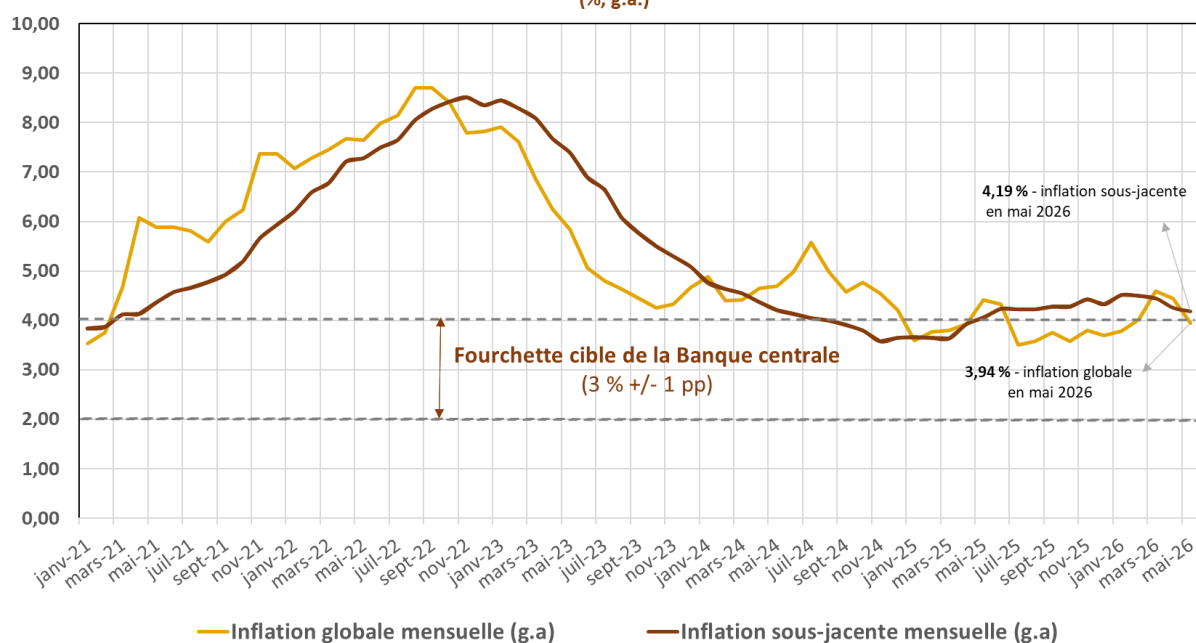
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2,%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

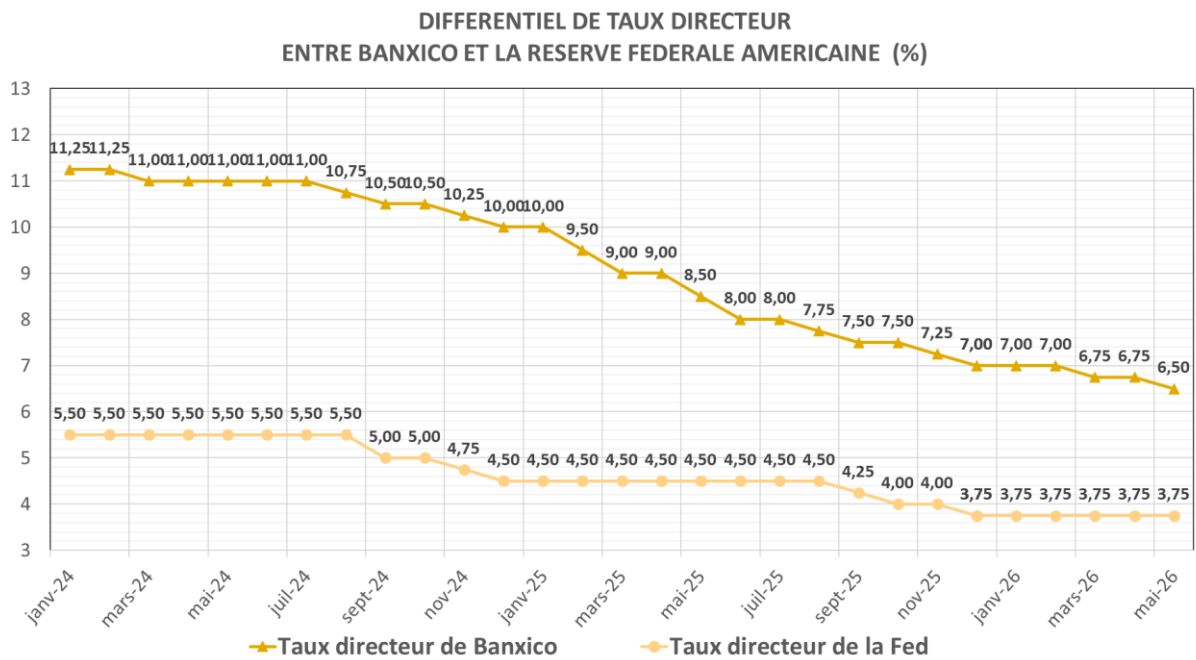
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

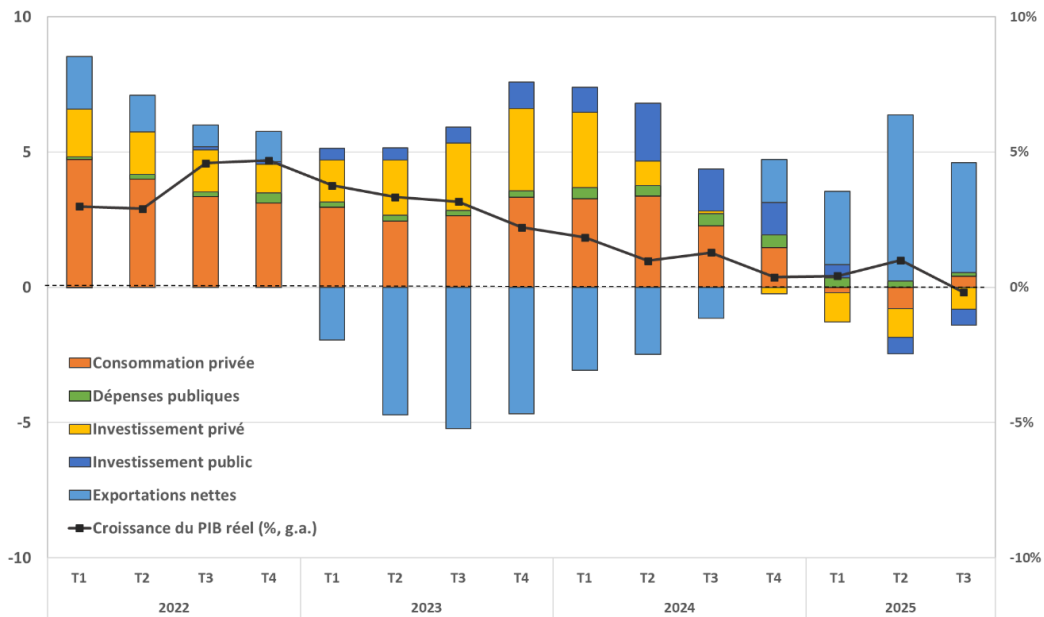
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

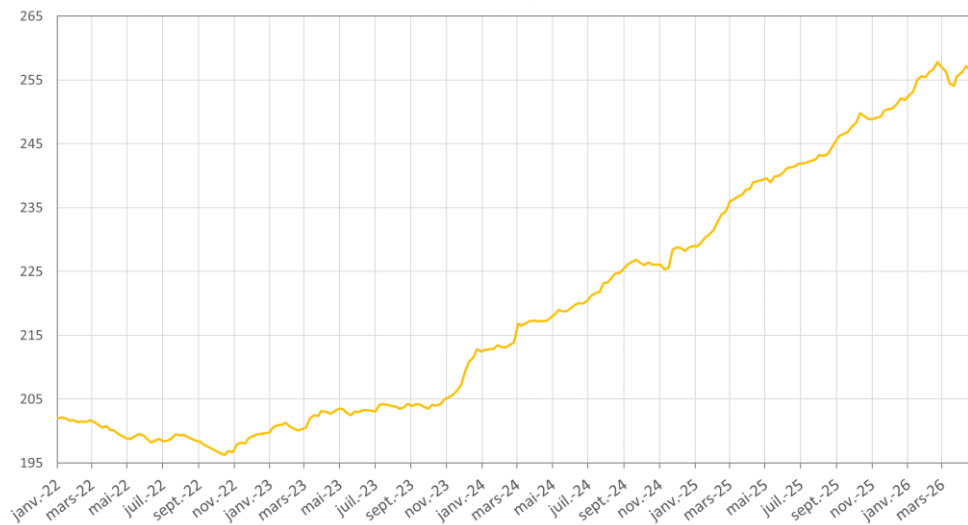
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr